

Recherches sociographiques



Yvan LAMONDE, *Territoires de la culture québécoise*

Gabriel Dussault

Volume 33, numéro 1, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056674ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056674ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dussault, G. (1992). Compte rendu de [Yvan LAMONDE, *Territoires de la culture québécoise*]. *Recherches sociographiques*, 33(1), 132–134.

<https://doi.org/10.7202/056674ar>

savant où devraient primer la qualité de la recherche et l'exposé des résultats, mais où s'imposent tout aussi bien des préoccupations d'ordre stylistique destinées à garantir la lisibilité du texte et l'attrait de cette lecture. C'est en effet dans la communication pédagogique que le livre prend tout son sens. Né de la préparation de cours, alimenté par les discussions avec les étudiants, il propose à travers la lecture de certaines œuvres du corpus québécois une intéressante explication du Québec à des non-Québécois, qui refuse le lieu commun et la réduction. C'est cette fidélité à ses allégeances, et le refus de la facilité, dans l'écriture comme dans l'analyse, qui conservent au livre d'Anthony Purdy son intérêt et son pouvoir de séduction.

Lucie ROBERT

Études littéraires,
Université du Québec à Montréal.

Yvan LAMONDE, *Territoires de la culture québécoise*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1991, 295 p.

Ce livre regroupe utilement des « version[s] remaniée[s] » de douze articles que l'auteur a publiés depuis 1974 (dix datent cependant de moins de dix ans, sept étant même postérieurs à 1985). Leur horizon commun : l'histoire socioculturelle du Québec du XVIII^e siècle à nos jours. Malgré tout, aussi bien le pluriel du titre qu'un parcours cursif de la table des matières peuvent donner au lecteur pressé le sentiment d'un ensemble plutôt hétéroclite : quel fil d'Ariane peut bien relier en effet des sujets d'étude apparemment aussi disparates que Mgr Louis-Adolphe Paquet, le père Georges-Henri Lévesque, une librairie montréalaise du XIX^e siècle, la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal, la culture urbaine, l'influence culturelle américaine, la modernité au Québec ainsi que des bilans relatifs à l'histoire socioculturelle d'ici ?

En fait, en dépit des difficultés inhérentes au genre, l'ouvrage comporte une unité plus grande qu'il n'y paraît d'abord. Dans une introduction fort habile, en épigraphe de laquelle figure le mot suggestif de Dumézil : « La méthode : le chemin une fois parcouru », Lamonde reconstitue la logique interne d'une recherche, d'une quête qui, d'un projet initial portant sur l'histoire de la philosophie au Québec, mène à l'histoire de l'imprimerie, de la librairie, des bibliothèques, et, de là, à celle d'associations volontaires, de la culture urbaine et de la culture de masse, pour conduire à explorer les questions de l'américanité et de l'entrée dans la modernité culturelle du Québec. À la réflexion, le titre de l'ouvrage en marque admirablement bien le propos et le contenu. Adoptant une conception très large et très ouverte de « la culture comme expression sociale » (p. 19) aux formes multiples, qui déborde largement la culture des idées et des idéologies, des élites et de l'écrit, Lamonde s'emploie à en repérer, ouvrir, prospecter, inventorier, explorer des *territoires* dans l'histoire du Québec : c'est-à-dire des *lieux* de production, des *lieux* de diffusion, des *lieux* de consommation (ou de réception) : lieux proprement géographiques bien sûr (comme lorsqu'il s'agit de culture urbaine), mais encore lieux « temporels » si l'on peut dire (délimités par les périodisations), et peut-être encore davantage lieux sociaux (formes de sociabilité, associations volontaires, groupes, classes).

Dans ce contexte, notons en particulier la place importante faite ici à l'associationnisme au siècle dernier.

Les textes réunis comportent aussi bien des bilans et des perspectives d'ensemble que des recherches quasi microscopiques, comme celles portant sur la bibliothèque de l'Institut canadien ou la librairie Hector-Bossange de Montréal, faisant largement appel à des données et à des analyses quantitatives : l'ampleur de vue qui caractérise notamment les premiers conjuguée à la minutie des secondes (je n'arrive cependant pas à comprendre certains totaux du tableau de la page 175) témoigne de la versatilité de l'historien et de son aptitude au changement d'échelle. Le livre, étayé par une documentation abondante, résulte d'un labeur manifestement considérable et traduit la curiosité apparemment inlassable de l'auteur pour un objet aux ramifications immenses. La sensibilité de Lamonde à « ces appellations mal définies que sont la culture populaire et la culture de masse » (p. 54) tout comme la clarté et l'articulation de ses propos sont peut-être à porter au moins partiellement au crédit de sa formation philosophique première (quoi qu'il ait à lui reprocher), encore que sa mémoire en la matière paraisse connaître une défaillance momentanée : l'espace et le temps kantien évoqués à la page 1 ne constituent-ils pas plutôt les formes *a priori* de la sensibilité que « les catégories *a priori* de l'entendement » ? Ce n'est pas non plus l'un des moindres mérites de ce travail que d'indiquer à maintes reprises des pistes de recherches à poursuivre. La qualité de l'écriture est également à relever.

Cela dit, l'un ou l'autre point mériterait, me semble-t-il, plus ample discussion.

Ainsi, Lamonde évoque la perte « des moyens de production économique et des moyens d'expression culturelle au profit d'une culture de masse qui transforme de plus en plus le citoyen en consommateur, de moins en moins créateur de sens, générateur de gestes et de symboles » (p. 10s). Le rapprochement entre la perte des deux catégories de « moyens » ne manque certes pas d'intérêt. Mais, en même temps, cette affirmation ne tend-elle pas à idéaliser les possibilités de la création sous le régime de la culture traditionnelle et à les sous-estimer sous celui de la culture de masse ? La tradition ne pouvait-elle pas être aussi aliénante que cette dernière, et peser autant qu'elle sur la création de sens ? Inversement, le « consommateur » de la culture de masse peut-il être enfermé dans le rôle passif qui semble lui être tendanciellement dévolu en partage ?

De même, l'auteur se plaît à souligner le clivage dans les pratiques culturelles, dès la fin du siècle dernier, entre « une certaine bourgeoisie » qui « vit à l'heure culturelle de Paris alors que ce qu'on appelle le peuple ou la masse consomme une culture-divertissement surtout visuelle et spectaculaire à l'américaine » (p. 239). Le Québec serait le lieu d'une « élite intellectuelle tournée culturellement et linguistiquement vers la France et éloignée d'une culture populaire et de masse québécoise foncièrement américaine » (p. 236). Pourtant, une « conscience américaine » (p. 127) ne semble pas avoir été étrangère à au moins certaines élites québécoises au siècle dernier : quand, comment, en quoi, pourquoi, et avec quel degré de généralité celle-ci se serait-elle amenuisée par la suite ? N'y aurait-il pas lieu de préciser plus finement le territoire de la francité ? Inversement, si l'américanité ou l'américanisation (ne serait-il pas utile de distinguer ici deux concepts ?) de la culture de masse au Québec paraît un fait indiscutable, ne peut-on pas s'interroger sur la profondeur culturelle du phénomène et sur l'opportunité de le nuancer et de le relativiser ? D'une part, en effet, la culture en cause semble essentiellement une culture-divertissement, de spectacle, d'évasion. D'autre part, même sur ce plan, l'engouement des Québécois pour les produits de la culture de masse étatsunienne n'a, à une date encore récente, nullement réduit le pouvoir d'attraction sur eux de productions

télévisuelles québécoises on ne peut plus « pure laine » que *Le temps d'une paix* ou *Les filles de Caleb*.

Somme toute, même si, à mon humble avis, on ne peut dire sans quelque exagération que la « longue exploration » qui a conduit à cet ouvrage a réellement « permis de cartographier le territoire de la culture québécoise » (p. 4 : c'est moi qui souligne), l'importante reconnaissance de territoires de cette dernière à laquelle il nous convie l'impose, entre autres qualités déjà signalées, à l'attention de tous ceux qui désirent mieux appréhender cet univers culturel dans son enracinement social, sa complexité et la diversité de ses manifestations historiques.

Gabriel DUSSAULT

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Serge BERNIER et Jean PARISEAU, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes, II, 1969-1987. Langues officielles : la volonté gouvernementale et la réponse de la Défense nationale*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1991, 871 p.

Dans ce second volume sur le bilinguisme dans les Forces armées, les auteurs ont examiné la représentation francophone et l'emploi des langues à la Défense nationale. Leur long travail s'appuie sur l'étude détaillée de documents de toutes sortes produits pendant environ vingt ans jusqu'à l'expression en 1987 d'un accord plus complet qu'antérieurement avec le principe de la dualité linguistique et l'adoption de modes d'action jugés aptes à assurer son application égalitaire.

En proclamant le bilinguisme institutionnel et la parité des langues, la Loi de 1969 exigeait des Forces armées qu'elles assurent l'administration et la formation de leur personnel dans les deux langues, l'emploi de celles-ci comme langues de travail au choix dans des unités de chaque langue et la représentation proportionnelle des deux groupes linguistiques dans tous les domaines et à tous les niveaux hiérarchiques. L'atteinte de cet objectif allait prendre du temps.

Selon les auteurs, la transformation a été lente et les retards dans la réalisation des étapes fixées fréquents. On n'avait pas encore réussi en 1987 à instaurer des conditions semblables et égalitaires pour les membres des deux communautés linguistiques. Les Forces armées ont cependant connu en vingt ans une mutation considérable quant à la représentation des francophones et à leurs conditions de carrières et quant à l'emploi des langues anglaise et française dans leurs unités au pays et à l'étranger.

En réponse à la volonté gouvernementale, la Défense a projeté d'avoir 40 % de ses effectifs dans des unités de langue anglaise, 16 % dans des unités de langue française et 44 % dans des unités nationales, celles-ci devant comprendre des pourcentages d'anglophones et de francophones correspondant à la distribution des anglais et des français dans la population. Les unités linguistiques spécifiques ne compteraient chacune que 10 % de bilingues de l'autre langue officielle. Grâce à ce plan, on éviterait la création de deux forces armées distinctes, on permettrait à une bonne proportion des anglophones et des francophones de travailler dans leur langue et on accorderait à une minorité de personnes bilingues de travailler dans l'autre langue